

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

6 Rue de l'Ange BP901
66901 PERPIGNAN
Tel : 04.68.34.88.66

Marché de fournitures

Acte d'engagement

Objet du marché ordinaire

**Fourniture en location et maintenance
d'équipements de reproduction et d'impression**

Date limite de remise des offres :

Le 18/12/2014 à 17:00

Numéro de Marché : 2015//002

AE

Page 1/22

Sommaire

Article 1 – Contacts	4
Article 2 – Contractant	4
Article 3 – Contractants (groupement conjoint)	5
Article 4 – Contractants (groupement solidaire).....	9
Article 5 – Type de prix.....	12
Article 6 – Modalités de variation du prix	12
Article 7 - Contenu des prix.....	12
Article 8 – Prix (à compléter par le candidat).....	12
Article 9 – Répartition des prestations effectuées par les membres du groupement conjoint (à compléter le cas échéant)	13
Article 10 – Sous-traitance	14
Article 11 – Durée du marché	14
Article 12 – Délais d'intervention de la maintenance (à compléter par le candidat)	15
Article 14 – Affirmation sur l'honneur.....	17
Article 15 – Engagement du candidat	17
Article 16 – Liste des annexes à l'acte d'engagement.....	17
Article 17 - Acceptation du marché (à remplir par le pouvoir adjudicateur).....	17
Article 18 - Date d'effet du marché (à remplir par le pouvoir adjudicateur)	17

Article 1 – Contacts

Autorité compétente pour signer le marché : Monsieur le Président

Personne désignée pour renseigner les bénéficiaires des nantissements (art 109 CMP) : Monsieur le Président

Comptable assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier de PERPIGNAN MUNICIPALE

Téléphone : 04.68.51.60.20
Adresse : 5 Boulevard Wilson
BP 50136
66001 PERPIGNAN

Article 2 – Contractant

Je soussigné,
NOM et PRENOM :

Agissant en mon nom personnel :

Domicilié à :

.....
Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET :

.....
Inscrit au Registre du Commerce de sous le n°

.....
Téléphone : Télécopie :

.....
Agissant pour le nom et pour le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

.....
Au capital de :

.....
Ayant son siège social à :

.....
Immatriculée à l'INSEE sous le n° SIRET :

.....
Inscrite au Registre du Commerce de sous le n°

.....
Téléphone : Télécopie :

.....
Désigné dans le marché, sous le nom " titulaire " ;

- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés ;
- M'ENGAGE à produire, si mon offre est retenue et si je ne les ai pas déjà fournis à l'appui de mon offre, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail et les certificats fiscaux et sociaux

AE

mentionnés à l'article 46 du Code des Marchés Publics dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de réception de la demande qui m'en sera faite par la personne signataire du marché.

- M'ENGAGE sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

Article 3 – Contractants (groupement conjoint)

Nous soussignés,
NOM et PRENOM :

Agissant en mon nom personnel :

Domicilié _____ à _____ :

.....

Immatriculé _____ à _____ l'INSEE _____ sous _____ le _____ n° _____ SIRET _____ :

.....

Inscrit au Registre du Commerce de _____ sous le n° _____

.....

Téléphone _____ : _____ Télécopie _____ :

.....

Agissant pour le nom et pour le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

.....

.....

Au _____ capital _____ de _____ :

.....

....

Ayant son siège social à :

.....

.....

Immatriculée _____ à _____ l'INSEE _____ sous _____ le _____ n° _____ SIRET _____ :

.....

Inscrite au Registre du Commerce de _____ sous le n° _____

.....

Téléphone _____ : _____ Télécopie _____ :

.....

NOM et PRENOM :

Agissant en mon nom personnel :

Domicilié _____ à _____ :

.....

Immatriculé _____ à _____ l'INSEE _____ sous _____ le _____ n° _____ SIRET _____ :

.....

Inscrit au Registre du Commerce de _____ sous le n° _____

.....

Téléphone _____ : _____ Télécopie _____ :

.....

AE

Agissant pour le nom et pour le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

.....
Au capital de :

.....
Ayant son siège social à :

.....
Immatriculée à l'INSEE sous le n° SIRET :

.....
Inscrite au Registre du Commerce de sous le n°

.....
Téléphone : Télécopie :

.....
NOM et PRENOM :

Agissant en mon nom personnel :

Domicilié à :

.....
Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET :

.....
Inscrit au Registre du Commerce de sous le n°

.....
Téléphone : Télécopie :

.....
Agissant pour le nom et pour le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

.....
Au capital de :

.....
Ayant son siège social à :

.....
Immatriculée à l'INSEE sous le n° SIRET :

.....
Inscrite au Registre du Commerce de sous le n°

.....
Téléphone : Télécopie :

.....
NOM et PRENOM :

Agissant en mon nom personnel :

Domicilié à :

.....
Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET :

Inscrit au Registre du Commerce desous le n°
.....

Téléphone : Télécopie :
.....

Agissant pour le nom et pour le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)
.....

Au capital de :
.....

Ayant son siège social à :
.....

Immatriculée à l'INSEE sous le n° SIRET :
.....

Inscrite au Registre du Commerce de sous le n°
.....

Téléphone : Télécopie :
.....

NOM et PRENOM :

Agissant en mon nom personnel :

Domicilié à :
.....

Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET :
.....

Inscrit au Registre du Commerce desous le n°
.....

Téléphone : Télécopie :
.....

Agissant pour le nom et pour le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)
.....

Au capital de :
.....

Ayant son siège social à :
.....

Immatriculée à l'INSEE sous le n° SIRET :
.....

Inscrite au Registre du Commerce de sous le n°
.....

Téléphone : Télécopie :
.....

NOM et PRENOM :

Agissant en mon nom personnel :

Domicilié à :

.....
Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET :

Inscrit au Registre du Commerce de sous le n°

Téléphone : Télécopie :

Agissant pour le nom et pour le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

.....
Ayant son siège social à :

.....
Immatriculée à l'INSEE sous le n° SIRET :

Inscrite au Registre du Commerce de sous le n°

Téléphone : Télécopie :

Désignés dans le marché, sous le nom " titulaire " ;

- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés ;
- NOUS ENGAGEONS à produire, si notre offre est retenue et si nous ne les avons pas déjà fournis à l'appui de notre offre, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail et les certificats fiscaux et sociaux mentionnés à l'article 46 du code des marchés publics dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de réception de la demande qui nous en sera faite par le pouvoir adjudicateur.
- NOUS ENGAGEONS, sans réserve, en tant que prestataires groupés conjoints, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'entreprise, mandataire des prestataires groupés conjoints, est solidaire de chacun des membres du groupement.

L'entreprise, mandataire des prestataires groupés conjoints, n'est pas solidaire de chacun des membres du groupement.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

Article 4 – Contractants (groupement solidaire)

Nous soussignés,

NOM et PRENOM :

Agissant en mon nom personnel :

Domicilié _____ à _____ :

.....

Immatriculé _____ à _____ l'INSEE _____ sous _____ le _____ n° _____ SIRET _____ :

.....

Inscrit au Registre du Commerce de _____ sous le n° _____

.....

Téléphone : _____ Télécopie :

.....

Agissant pour le nom et pour le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

.....

.....

Au _____ capital _____ de _____ :

.....

Ayant son siège social à :

.....

.....

Immatriculée _____ à _____ l'INSEE _____ sous _____ le _____ n° _____ SIRET _____ :

.....

Inscrite au Registre du Commerce de _____ sous le n° _____

.....

Téléphone : _____ Télécopie :

.....

NOM et PRENOM :

Agissant en mon nom personnel :

Domicilié _____ à _____ :

.....

Immatriculé _____ à _____ l'INSEE _____ sous _____ le _____ n° _____ SIRET _____ :

.....

Inscrit au Registre du Commerce de _____ sous le n° _____

.....

Téléphone : _____ Télécopie :

.....

Agissant pour le nom et pour le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

.....

.....

Au _____ capital _____ de _____ :

.....

Ayant son siège social à :

.....

.....
.....
Immatriculée à l'INSEE sous le n° SIRET :

.....
Inscrite au Registre du Commerce de sous le n°

.....
Téléphone : Télécopie :

.....
NOM et PRENOM :

Agissant en mon nom personnel :

Domicilié à :

.....
.....
Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET :

.....
Inscrit au Registre du Commerce de sous le n°

.....
Téléphone : Télécopie :

.....
Agissant pour le nom et pour le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

.....
.....
Au capital de :

.....
Ayant son siège social à :

.....
.....
Immatriculée à l'INSEE sous le n° SIRET :

.....
Inscrite au Registre du Commerce de sous le n°

.....
Téléphone : Télécopie :

.....
NOM et PRENOM :

Agissant en mon nom personnel :

Domicilié à :

.....
.....
Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET :

.....
Inscrit au Registre du Commerce de sous le n°

.....
Téléphone : Télécopie :

.....
Agissant pour le nom et pour le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

.....
....

Ayant son siège social à :

.....
.....

Immatriculée à l'INSEE sous le n° SIRET :

.....
Inscrite au Registre du Commerce de sous le n°

.....
Téléphone : Télécopie :

.....
NOM et PRENOM :

Agissant en mon nom personnel :

Domicilié à :

.....
.....

Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET :

.....
Inscrit au Registre du Commerce de sous le n°

.....
Téléphone : Télécopie :

.....
Agissant pour le nom et pour le compte de la Société : (intitulé complet et forme

juridique de la société)

.....
.....

Au capital de :

.....
....

Ayant son siège social à :

.....
.....

Immatriculée à l'INSEE sous le n° SIRET :

.....
Inscrite au Registre du Commerce de sous le n°

.....
Téléphone : Télécopie :

.....
Désignés dans le marché, sous le nom " titulaire " ;

- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés ;
- NOUS ENGAGEONS à produire, si notre offre est retenue et si nous ne les avons pas déjà fournis à l'appui de notre offre, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail et les certificats fiscaux et sociaux mentionnés à l'article 46 du Code des Marchés Publics dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de réception de la demande qui nous en sera faite par la personne signataire du marché.

- NOUS ENGAGEONS sans réserve, en tant qu'entrepreneurs groupés solidaires, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'Entreprise est le mandataire des prestataires groupés solidaires.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

Article 5 – Type de prix

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prestations de maintenance seront rémunérées par des prix unitaires et facturées tous les mois en fonction du relevé des prestations effectivement effectuée durant la période écoulée.

Article 6 – Modalités de variation du prix

Les prix sont fermes.

Article 7 - Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Article 8 – Prix (à compléter par le candidat)

Les prestations sont rémunérées par l'application de prix unitaires. L'évaluation de l'ensemble des prestations est de :

ÉQUIPEMENTS :

- Au titre de la configuration demandée :

- Montant hors taxe :€
- TVA (taux de 20%) :€
- Montant TTC :€
- Soit en lettre :

.....

Par contrat de location simple à loyers fixes :

36 mensualités de€ HT, soit€ TTC

48 mensualités de€ HT, soit€ TTC

- Au titre de la configuration proposée (éventuellement) :

- o Montant hors taxe :€
- o TVA (taux de 20%) :€
- o Montant TTC :€
- o Soit en lettre :

.....
.....

Par contrat de location simple à loyers fixes :

36 mensualités de€ HT, soit€ TTC

48 mensualités de€ HT, soit€ TTC

MAINTENANCE UTILISATEUR ET ENTRETIEN :

- Coût copie :

Noir et blanc :€ HT, soit€ TTC

Couleur :€ HT, soit€ TTC

- Coût impression :

Noir et blanc :€ HT, soit€ TTC

Couleur :€ HT, soit€ TTC

Le contrat détaillant la nature et le rythme des prestations proposées est annexé au présent acte d'engagement

En cas de groupement, la répartition de la rémunération entre les membres du groupement est annexée à cet acte d'engagement.

Article 9 – Répartition des prestations effectuées par les membres du groupement conjoint (à compléter le cas échéant)

<u>Désignation des membres du groupement conjoint</u>	<u>Nature de la prestation</u>	<u>Montant HT de la prestation</u>
.....
.....
.....
.....
.....

Article 10 – Sous-traitance

Les annexes n°..... à cet acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations qu'il est envisagé de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations qu'il est envisagé de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

- montant hors T.V.A. euros (en chiffres)
- T.V.A. au taux de %, soit euros (en chiffres)
- montant T.V.A. incluse euros (en chiffres)

(..... euros) (en lettres)

En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations qu'il est envisagé de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, après avoir demandé en cours d'exécution leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance les concernant au pouvoir adjudicateur ; les sommes figurant à ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

<u>Nature de la prestation</u>	<u>Montant HT (euros)</u>	<u>TVA au taux de% (euros)</u>	<u>Total TTC (euros)</u>
.....
.....
.....
Total

Le montant total de la créance qui pourra être présentée en nantissement ou être cédée, est ainsi de :

.....euros

(.....euros) T.V.A. incluse.

Article 11 – Durée du marché

Le marché commence à la date de l'accusé de réception de sa notification pour une durée initiale de 3 année(s) .

Il est renouvelable 1 fois par reconduction tacite selon les périodes suivantes :

AE

- Reconduction n°1 : 1 année(s)

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction tacite définie ci-avant.

Article 12 – Délais d'intervention de la maintenance (à compléter par le candidat)

<u>Nature de l'intervention</u>	<u>Délai d'intervention maximum</u>	<u>Délai proposé par le candidat</u>
		Délais proposés par le candidat

Ce délai ne peut pas être supérieur à celui souhaité par le pouvoir adjudicateur.

Article 13 – Paiement

Le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit :

Si paiement sur un seul compte :

- du compte ouvert au nom de :
.....
- domiciliation :
.....
.....
- adresse :
.....
.....
- code iban :
.....
.....
- code bic :
.....
.....

(Cas d'un groupement de prestataires solidaires)

Les soussignés, autres que le mandataire, donnent à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leur sont dues en exécution du marché par voie de virement au compte ci-dessus du mandataire. Ces paiements sont libératoires vis à vis des entrepreneurs groupés solidaires.

(Si paiement sur plusieurs comptes)

En ce qui concerne l'exécution des prestations suivantes

.....
.....
.....
.....

- du compte ouvert au nom de :
.....
- domiciliation :
.....
.....

- Adresse :
.....
.....
- code iban :
.....
.....
- code bic :
.....
.....

En ce qui concerne l'exécution des prestations suivantes

.....
.....
.....

- du compte ouvert au nom de :
.....
- domiciliation :
.....
.....
- Adresse :
.....
.....
- code iban :
.....
.....
- code bic :
.....
.....

En ce qui concerne l'exécution des prestations suivantes

.....
.....
.....

- du compte ouvert au nom de :
.....
- domiciliation :
.....
.....
- Adresse :
.....
.....
- code iban :
.....
.....
- code bic :
.....
.....

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Les paiements sont effectués en EUROS.

Article 14 – Affirmation sur l'honneur

- J'affirme, sous peine de résiliation du marché à mes torts exclusifs, ne pas tomber
- J'affirme, sous peine de résiliation du marché à ses torts exclusifs, que la société/le groupement d'intérêt économique, pour lequel j'interviens, ne tombe pas
- Nous affirmons, sous peine de résiliation du marché à nos torts exclusifs, ne pas tomber
- Nous affirmons, sous peine de résiliation du marché, à leurs torts exclusifs, que les sociétés pour lesquelles nous intervenons ne tombent pas

sous le coup des interdictions énumérées à l'article 43 du code des marchés publics concernant les liquidations, faillites personnelles, les infractions au code général des impôts, les interdictions d'ordre législatif, réglementaire ou de justice.

Les déclarations similaires des sous-traitants énumérés plus haut sont annexées à cet acte d'engagement.

Article 15 – Engagement du candidat

Fait en un seul original

A le

Mention manuscrite "lu et approuvé"

Signature(s) du(des) candidat(s) (représentant(s) habilité(s) pour signer le marché)

Article 16 – Liste des annexes à l'acte d'engagement

- Annexe 1 - Demande d'acceptation d'un sous-traitant
- Annexe 2 - Déclaration sur l'honneur d'un sous-traitant

Article 17 - Acceptation du marché (à remplir par le pouvoir adjudicateur)

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A.....le.....

Signature de l'autorité compétente en vertu de Délibération du 29 avril 2012.

Article 18 - Date d'effet du marché (à remplir par le pouvoir adjudicateur)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent marché » :

A , le

AE

Signature du titulaire

En cas d'envoi en LRAR :

Coller ci-dessous l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire

Cadre pour nantissement ou cession de créance : (1)

Formule d'origine

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

- la totalité du marché (2)
- la partie des prestations évaluées à

..... euros (en lettres) que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

- la partie des prestations évaluées à

..... euros (en lettres) et devant être exécutées par
..... en qualité de :

- cotraitant
- soustraitant

A , le (3)

Signature,

(1) A remplir par le pouvoir adjudicateur en original sur une photocopie.

(2) Rayer la mention inutile.

(3) Date et signature originales.

Annotations ultérieures éventuelles

La part des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est ramenée à

..... euros (en lettres)

ANNEXE 1 - En cas de sous-traitance : Demande d'acceptation d'un sous-traitant (1)

A dupliquer et à compléter pour chacun des sous-traitants

MARCHE / ACCORD-CADRE

.....

- titulaire :

.....

- objet :

.....

.

PRESTATIONS SOUS-TRAITEES

- nature :

.....

- montant T.V.A. comprise :

..... (€)

SOUS-TRAITANT

- nom, raison ou dénomination sociale :

.....

- entreprise individuelle ou forme juridique de la société :

.....

- numéro d'identité d'établissement (SIRET) :

.....

- numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers :

- adresse :

.....

.....

-

.....

- compte à créditer (établissement de crédit, agence ou centre, numéro de compte) :

-

.....

CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

- modalités de calcul et de versement des avances et acomptes

.....

-

.....

- date (ou mois) d'établissement des prix :

.....

- modalités de variation des prix :
.....
- ..
- stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues
diverses :
-
.....

PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS A L'ART
109 DU CMP :

- Monsieur le Président

COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS :

- Monsieur le Trésorier de PERPIGNAN MUNICIPALE

Le pouvoir adjudicateur, L'entrepreneur, Le mandataire,

(1) Cette annexe constitue un modèle à utiliser par les candidats pour l'établissement de leurs propositions en vue de désigner dans le marché les sous-traitants qui seront payés directement. Lorsque le candidat ayant conclu le contrat de sous-traitance sera un cotraitant, sa signature sur cette annexe devra être suivie par celle du mandataire.

ANNEXE 2 - En cas de sous-traitance : Déclaration sur l'honneur du sous-traitant

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts et aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;
- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

i) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

Fait à, le

Le signataire